

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

FEG : une assemblée générale pour fixer les attentes du secteur privé

G.R.M
Libreville/Gabon

Crée le 10 octobre 2022, la Fédération des entreprises du Gabon a tenu, mardi dernier, sa 2e assemblée générale ordinaire à l'hôtel Radisson Blu.

Présidée par Henri-Claude Oyima, cette rencontre, qui a réuni le gotha des entreprises membres de la FEG, a été marquée par la présence du Chef du gouvernement de la Transition, Raymond Ndong Sima, et de plusieurs membres de son équipe.

Une opportunité pour le Premier ministre d'échanger directement avec le secteur privé sur les ambitions des autorités de la Transition quant à la relance de l'économie nationale. Notamment les stratégies mises en place et qui vont nécessiter obligatoirement le concours de la FEG dont les entreprises représentent à elles seules près de 90 % du PIB national.

Il était donc question pour Raymond Ndong Sima d'exposer sa feuille de route et de rassurer le patronat sur un certain nombre de sujets. En l'occurrence, les relations bilatérales avec les bailleurs de fonds, la politique d'investissement du gouvernement, les projets de développement, la dette intérieure ou encore la fiscalité.

Ce, en tenant compte du contexte exceptionnel dans lequel se trouve le Gabon depuis le 30 août dernier.

« La Fédération des entreprises du Gabon travaille pour bâtir une économie forte malgré les incertitudes liées aux crises conjoncturelles. Le gouvernement de la Transition entend marcher avec la FEG pour un véritable partenariat, catalyseur de croissance et créateur d'emplois » a souligné le Premier ministre. Avant de préciser :

« Nous faisons un état des lieux pour connaître les marges de manœuvre dont chacun dispose. Il est fondamental de savoir ce que nous avons mobilisé au niveau des bailleurs de fonds pour financer l'investissement,

le développement. Le gouvernement et le patronat doivent fonctionner dans un esprit de partenariat,».

Attentes* Et dans le contexte actuel, il faut, selon le chef du gouvernement, tout mettre en œuvre pour convaincre les institutions internationales de la bonne foi du Gabon.

C'est pourquoi Raymond Ndong Sima a donné rendez-vous à la FEG, « avant le 31 décembre 2023, pour apporter des réponses à leurs interrogations liées au règlement de la dette intérieure, entre autres ».

Tout en restant solidaire de la vision économique du gouvernement de Transition, la FEG a néanmoins rappelé les 13 points majeurs qui constituent les attentes de l'ensemble de ses membres. Lesquels constituent, estime Henri-Claude Oyima, les axes prioritaires devant garantir une véritable relance économique.

Il s'agit notamment du règlement de la dette intérieure par



la mise en place d'un Club de Libreville ; la restauration de la journée Comptable au Trésor ; l'obligation de domicilier dans les banques gabonaises toutes les recettes des produits d'exportations ; le renforcement du tissu financier par la création d'une banque gabonaise d'investissement (BGI), char-

gée de lever des fonds pour le financement des projets structurants ; un système fiscal stable et équitable adapté à la relance économique. Mais également la promotion et la protection des champions nationaux dans tous les secteurs de production. « Nous sommes les uns avec les autres, et non les uns contre les

autres. Il y a des opportunités, mais comment faire ? La FEG regroupe les plus grandes entreprises gabonaises, qui contribuent à 80% du PIB, et créent 90% des emplois du secteur privé formel. C'est un outil indispensable au développement de l'économie nationale », a tenu à rappeler Henri-Claude Oyima.

Eau potable : le chef de l'Etat exige l'accélération des projets d'urgence

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le ministre de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, Jeannot Kalima, a été reçu, hier, par le président de la Transition, le général Brice-Clotaire Oligui Nguema.

Le membre du gouvernement est venu présenter au chef de l'État une série de projets structurants élaborés par le ministère dont il a la charge en vue de pallier le déficit en eau potable dans le Grand Libreville et ses environs.

Il s'agit principalement de mettre en œuvre le projet Ntoun 7 à moyen terme, et de réaliser des forages avec unités de potabilisation dont 3 seront disponibles d'ici fin novembre et 9 autres dans une période de 6 mois afin d'approvisionner dans l'urgence les ménages en eau po-



table, dont la demande est estimée à plus de 70 000 mètres cubes d'eau. Par ailleurs, le président de la Transition s'est entretenu avec Jean Noël Ngokouba, secrétaire général du Conseil supérieur de l'Ordre gabonais des architectes.

Au menu des échanges, la réalisation des projets d'infrastructures de

grande envergure tels que la création de Libreville 2, l'aménagement des voiries urbaines, des voies de contournement afin d'étendre la capitale, la création du nouvel aéroport de Libreville, entre autres, dans des délais raisonnables. Ceci afin de mettre en musique la vision de développement du président de

la République Brice Clotaire Oligui Nguema.

A l'issue de ces échanges, le chef de l'Etat a exhorté ses hôtes à la mise en œuvre imminente des différents projets sus mentionnés qui s'inscrivent au centre des chantiers prioritaires du CTRI pour les populations.